

# REVUE DE PRESSE JANVIER 2020

## Revue de presse du 1<sup>er</sup> au 15 janvier 2020

Afrique .....	3
Égypte .....	3
Érythrée .....	3
Libye.....	3
Niger .....	4
Rwanda .....	4
Europe .....	4
Norvège.....	6
Danemark.....	6
Royaume-Uni.....	6
France .....	7
Italie .....	7
Malte.....	7
Grèce.....	8

## Afrique

### Égypte

- **Al Jazeera**, 2 janvier 2020, [Fleeing war, poverty, African migrants face racism in Egypt](#) [EN]
- **InfoMigrants**, 2 janvier 2020, [Sub-Saharan migrants in Egypt subject to increasing abuse and violence](#) [EN]

L'Égypte est un important carrefour migratoire entre Moyen-Orient, Corne de l'Afrique et pays maghrébins voisins, accueillant un peu plus de six millions de personnes exilé-e-s selon l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM). Mais les migrant-e-s originaires de la Corne de l'Afrique y subissent un racisme exacerbé. L'organe de presse *Associated Press* a mené une enquête auprès d'hommes et de femmes originaires d'Éthiopie, du Soudan et du Sud Soudan en Égypte. Ils et elles ont rapporté des cas d'agressions sexuelles au travail, des insultes racistes dans l'espace public ou encore des violences physiques à l'école. Le président égyptien Abdel-Fattah el-Sissi a réclamé un changement d'attitude de la population vis-à-vis des migrant-e-s africain-e-s, ce qui a notamment mené à la condamnation d'un Égyptien ayant battu à mort un enseignant sud-soudanais dans une école gérée par une communauté réfugiée.

### Érythrée

- **The New York Times**, 8 janvier 2020, [How forced labor in Eritrea is linked to E.U.-funded projects](#) [EN]

Le *New York Times* s'est penché sur un programme financé par le fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique (FFU) en Érythrée. En 2019, 20 millions d'euros de ce fonds ont été alloués à des équipements et matériels nécessaires à la construction d'une route dans ce pays de la Corne de l'Afrique. En décembre dernier, 95 millions d'euros supplémentaires ont été octroyés. De nombreuses personnes sur le chantier sont des travailleurs forcés. La Commission européenne s'en dédouane en affirmant que seuls les équipements sont financés par le FFU, et que le programme s'opère avec l'aval du Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS). Or, l'UNOPS n'est pas présent en Érythrée et n'a aucune information concernant les conditions de travail ; la responsabilité est donc entre les seules mains du gouvernement du dictateur Isaias Afwerki, au pouvoir depuis 1993. L'Érythrée étant l'un des principaux pays d'origine des personnes demandeuses d'asile dans l'Union européenne (avec 30 000 demandes déposées en 2015/2016), ces fonds européens répondent au paradigme illusoire couplant aide au développement et endiguement de l'émigration, quitte à alimenter le travail forcé dans l'une des dictatures les plus répressives au monde.

### Libye

- **VOA**, 4 janvier 2020, [Aid for African Migrants in Libya Getting in the Wrong Hands](#) [EN]

Depuis 2015, le FFU a envoyé plus de 400 millions d'euros en Libye afin de financer des programmes d'aide aux migrant-e-s, principalement pilotés par le Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR) et l'OIM. Mais une enquête de l'agence *Associated Press* – ***Making misery pay : Libya militias take EU funds for migrants*** - a révélé qu'une partie de ces fonds revenait aux groupes armés qui gèrent les centres de détention libyens. Le rapport fait la lumière sur un système de blanchiment de l'argent européen en Tunisie avant d'être utilisé par les milices. Depuis 2017, des documents internes de l'UE (notamment budgétaires) alertent sur un risque d'aggravation des violations des droits humains en Libye, dû à un système politique instable dans lequel le HCR se voit collaborer avec des homologues dont « certains ont sans doute des allégeances avec les milices locales » selon Charlie Yaxley, porte-parole du HCR.

- **The Guardian**, 13 janvier 2020, [Two refugees killed after leaving crowded UN facility in Libya](#) [EN]

Le HCR a progressivement fermé son centre de « rassemblement et de départ » à Tripoli, en forçant une douzaine de personnes migrantes à en sortir il y a une dizaine de jours. Parmi ces personnes, deux réfugiés érythréens ont été tués le lendemain. A défaut d'assurer une réinstallation systématique des réfugié-e-s dans des pays sûrs, le centre de Tripoli assurait un minimum de sécurité aux personnes qu'il accueillait, désormais particulièrement vulnérables. Selon les sources du média *The New Arab*, les deux réfugiés ont été tués dans leur logement dans des circonstances encore floues. Samedi dernier, l'ONG *AlarmPhone* a rapporté la mort par balle d'une personne migrante, causée par un garde-côte libyen suite au refus des passagers d'une embarcation à destination de l'Europe de débarquer à Tripoli. Selon des témoins sur place, le corps de l'homme aurait ensuite été jeté à la mer, ce que l'OIM ne confirme pas.

## Niger

- **Infomigrants**, 6 janvier 2020, [Niger : des migrants incendient un centre d'hébergement en signe de protestation](#)
- **Airinfo**, 7 janvier 2020, [Agadez/Incendie centre humanitaire : 335 demandeurs d'asile interpellés \\*](#)

Au matin du 6 janvier, un groupe de demandeurs d'asile a mis le feu à leur centre d'hébergement à 15 km d'Agadez. 335 personnes ont été interpellées. Le 16 décembre dernier, plusieurs dizaines d'entre elles avaient entrepris une marche de protestation vers les bureaux du HCR. Elles avaient occupé l'espace public jusqu'au 4 janvier, date à laquelle les forces de l'ordre nigériennes les ont ramenées de force jusqu'au centre. Cela faisait déjà plusieurs mois que ces personnes – majoritairement originaires du Soudan – protestaient contre les mesures discriminatoires du HCR. Au Niger depuis parfois plusieurs années dans l'attente de la délivrance de leur statut de réfugié et d'une réinstallation dans un pays européen, elles venaient d'apprendre que le HCR avait perdu leur dossier, et devaient reprendre les démarches à zéro. Le gouverneur d'Agadez et le HCR ont fermement condamné les manifestations et l'incendie, dénonçant « l'ingratitude des réfugiés », prenant soin de ne pas mentionner les conditions intolérables dans lesquelles ces personnes sont plongées : manque criant d'empathie de la part d'agents grassement rémunérés par le HCR, manque de soins appropriés pour les plus vulnérables, hébergement dans des tentes hautement inflammables et toxiques, délais d'attente interminables et renvois de personnes soudanaises vers la Libye.

## Rwanda

- **La Vanguardia**, 9 janvier 2020, [Países europeos acogerán a más de 500 refugiados evacuados de Libia a Ruanda](#) [ES]

Suite à l'accord signé par le Rwanda, le HCR et l'Union africaine en septembre dernier et aux premières évacuations depuis les centres de détention libyens vers le centre de transit rwandais de Gashora, des réinstallations en Europe se profilent pour les réfugié-e-s. Selon la porte-parole du HCR au Rwanda, six personnes ont déjà bénéficié du programme de réinstallation en Suisse. Le HCR aurait également reçu des propositions de réinstallation de la part de la France et de la Norvège. Certains pays ont demandé spécifiquement à ne recevoir que des mineur-e-s non accompagné-e-s, qui seraient actuellement au nombre de 168 au Rwanda. Il est prévu que 306 personnes soient réinstallées vers la Norvège, la Suisse et la France selon le ministre rwandais des Affaires étrangères, Vincent Biruta.

## Europe

- **The Guardian**, 1er janvier 2020, [The refugee 'crisis' showed Europe's worst side to the world](#) [EN]

Cet article du journaliste Hsiao-Hung Pai dresse le bilan humanitaire catastrophique de la politique migratoire européenne sur la dernière décennie, tant aux portes qu'à l'intérieur de l'espace Schengen. Bien que les mouvements migratoires entre l'Afrique, l'Asie, le Moyen-Orient et l'Europe existent depuis

plusieurs décennies de par l'histoire coloniale, la décennie 2010 a été celle d'une panique européenne face à une augmentation des arrivées sur son territoire. Cette panique s'est traduite par une triple stratégie : l'entrave à la liberté de circulation en amont des frontières, le laissez-mourir aux frontières et l'invisibilisation des migrant·e·s « en situation irrégulière » sur le territoire européen. Est ici particulièrement pointée du doigt la Grande-Bretagne, championne du non-accueil en Europe : seuls 3% des demandes d'asile déposées dans l'Union en 2016 l'ont été en Grande-Bretagne. Le pays incarne l'une des expressions les plus abouties de l'« environnement hostile » réservé aux exilé·e·s, vers lequel tend l'Europe entière.

- **Deutsche Welle**, 2 janvier 2020, [Estos son los temas de Croacia durante la actual presidencia del Consejo Europeo](#) [ES]

La Croatie a succédé à la Finlande à la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne le 1<sup>er</sup> janvier 2020. État-membre de l'UE depuis 2013 et en passe d'entrer dans l'espace Schengen, la Croatie est particulièrement zélée auprès des institutions européennes en ce qui concerne la fermeture des frontières et le contrôle des mouvements migratoires. Elle n'hésite pas à sous-traiter des compagnies de taxi pour localiser les exilé·e·s sur son territoire afin de les refouler dans des opérations de *push backs*, lui permettant d'acquiescer le statut de gardien de confiance des frontières européennes sur la route des Balkans. Empêcher les requérant·e·s à la protection internationale de déposer une demande d'asile dans un État européen sera ainsi l'une des priorités majeures de la présidence du Conseil de l'Union européenne pour ce premier semestre 2020.

- **Infomigrants**, 6 janvier 2020, [Alarm Phone says over 300 migrants died in last two months](#) [EN]

Dans son rapport bi-mensuel publié début janvier, l'organisation *Alarm Phone* a compté le décès ou la disparition de 300 personnes en Méditerranée sur les huit dernières semaines, entre fin octobre et fin décembre 2019. Le nombre le plus élevé de victimes est relevé en Méditerranée centrale, entre la Libye et l'Italie. Pour ce qui est de la Mer Égée, ce sont 60 embarcations en détresse qui ont été signalées, parmi lesquelles 38 sont parvenues jusqu'en Grèce et 22 ont été renvoyées vers la Turquie. Ce sont donc 513 personnes qui ont donc été privées de leur droit à déposer une demande d'asile dans un pays sûr. Quant à la partie ouest de la Méditerranée, *Alarm Phone* a reçu 16 appels pour secourir 568 personnes. Neuf embarcations avec 249 personnes à bord ont été amenées en Espagne. Six bateaux avec 246 personnes ont été renvoyés vers le Maroc.

- **Libération**, 8 janvier 2020, [Migrants : l'Europe renforce son soutien aux pays méditerranéens](#)

Mardi 7 janvier, l'**EASO** (le bureau européen d'appui en matière d'asile) a annoncé qu'il déploierait 2 000 travailleurs supplémentaires (en charge du traitement des demandes d'asile) dans les pays situés aux portes de l'Europe : Chypre, la Grèce, Malte et l'Italie. Le bureau justifie ce choix par l'augmentation du nombre d'arrivées en 2019, bien que les États européens soient loin d'assumer leurs responsabilités en matière d'accueil, préférant la stratégie du laissez-mourir en mer ou mandatant leurs voisins africains et moyen orientaux. Cette augmentation est la conséquence des évolutions géopolitiques principalement en Afghanistan, en Syrie et au Venezuela (les trois principales nationalités de demandeur·euse·s d'asile dans l'UE en 2019). Il s'agit également pour l'EASO d'offrir un semblant de réponse aux accusations d'atteintes répétées aux droits de l'Homme formulées par la société civile, principalement en Grèce et en Italie. Car pour ce qui est de Chypre et de Malte, le porte-parole de l'EASO Anis Cassar considère qu'elles offrent des conditions d'accueil « acceptables », passant sous silence la pratique systématisée d'une détention arbitraire en dehors de tout cadre légal à Malte, malgré les condamnations de la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH).

## Norvège

- **VOA**, 9 janvier 2020, [Norway to take 600 migrants evacuated to Rwanda from Libya](#) [EN]

La Norvège a annoncé sa participation aux opérations de réinstallation de réfugié-e-s depuis le Rwanda. 800 personnes devraient être transférées vers Oslo en 2020, dont 600 ayant bénéficié de l'*Emergency Transit Mechanism* du HCR entre la Libye et le centre rwandais de Gashora. Cette forme d'externalisation de la politique migratoire des États européens en Afrique a été justifiée par le ministre de la Justice et de l'Immigration norvégien Joaran Kallmyr comme « forme organisée » de transfert de personnes requérant une protection internationale sans soutenir les « passeurs et bailleurs de fonds cyniques ».

## Danemark

- **France 24**, 3 janvier 2020, [Au Danemark, les réfugiés syriens menacés d'expulsion](#)

L'ancien gouvernement conservateur danois de Lars Løkke Rasmussen a considéré la capitale syrienne et sa région comme « sûres ». Le Danemark est ainsi le premier pays à vouloir renvoyer des réfugié-e-s syrien-ne-s à Damas. France 24 a suivi une famille qui, en mars 2019, a été menacée d'expulsion au moment du renouvellement de son permis de résidence. Chaque membre de la famille a dû répondre individuellement à une série de questions concernant les conditions de vie à Damas. L'interrogateur du centre de réfugiés de Sandhølm a assuré que Damas était désormais une ville sûre. Ces entretiens - semblables aux entretiens menés pour examiner une demande d'asile - ont donc pour but de déterminer l'avenir de personnes reconnues comme réfugiées. En juin 2019, la famille suivie par France 24 a contesté la décision de renvoi, finalement annulée par la justice danoise.

## Royaume-Uni

- **The Guardian**, 1er janvier 2020, [Huge rise in number of people trying to cross Channel to UK by sea](#) [EN]

Le nombre de tentatives de traversée de la Manche entre la France et l'Angleterre a quadruplé entre 2018 et 2019, passant de 586 à 2 300 personnes empêchées de traverser par les officiers français. En 2019, 261 traversées ont été réalisées ou tentées, principalement à bord d'embarcations gonflables, faisant au moins quatre morts en mer. Le gouvernement français avait lancé un plan d'action en janvier 2019, mêlant augmentation des patrouilles sur les plages de Calais, surveillance des côtes par des drones et des véhicules adaptés. Le ministère de l'Intérieur français a revendiqué avoir ramené en France 125 « migrants illégaux » qui étaient parvenus à traverser la mer jusqu'en Angleterre, montrant sa « détermination » à décourager les exilé-e-s.

- **The Guardian**, 10 janvier 2020, [Government urged to reunite child refugees with families](#) [EN]

Le Royaume-Uni est l'un des pays européens les plus répressifs en ce qui concerne le regroupement familial de personnes migrantes sur son territoire, ce dont souffrent particulièrement les mineur-e-s non accompagné-e-s selon un [rapport](#) de *Without My Family*. La législation britannique permet aux adultes ayant obtenu le statut de réfugié de faire venir leurs enfants, mais interdit aux enfants réfugiés de faire venir leurs parents ou membres de leur famille. Le Royaume-Uni est l'État qui reçoit le plus de demandes d'asile de mineur-e-s non accompagné-e-s en Europe, avec 3 060 demandes formulées en 2018. Malgré les alertes lancées par la société civile concernant le besoin de ces enfants d'être réunis avec leur famille sur le territoire britannique, le ministère de l'Intérieur a annoncé avoir nullement l'intention de modifier la législation en ce sens. Pourtant, la majorité des parlementaires (tous bords politiques confondus) avait voté en faveur d'un changement de cette loi en 2018.

## France

- **RFI**, 8 janvier 2020, [France : un enfant décède dans le train d’atterrissage d’un vol Abidjan-Paris](#)

Mercredi 8 janvier, le corps d’un enfant d’une dizaine d’année a été retrouvé dans le train d’atterrissage d’un avion Air France en provenance de Côte d’Ivoire, à l’aéroport Roissy Charles de Gaulle. Il ne s’agit pas d’un drame isolé puisqu’en octobre dernier, un homme avait été retrouvé sans vie dans le train d’atterrissage d’un avion de la Royal Air Maroc reliant Conakry à Casablanca. En 1999, deux corps d’adolescents avaient été retrouvés à l’aéroport de Bruxelles et portaient sur eux une lettre à destination des dirigeants européens.

## Italie

- **Reuters**, 3 janvier 2020, [Italy’s Salvini looks to avoid trial over migrant standoff](#) [EN]

Un tribunal spécial a recommandé le jugement de Matteo Salvini, ancien ministre de l’Intérieur italien du gouvernement de Giuseppe Conte, pour détention illégale de personnes migrantes. En juillet dernier, Salvini avait refusé l’accostage du navire des garde-côtes italiens le *Gregoretti*, empêchant le débarquement des 131 exilé·e·s à bord. L’enjeu de ces derniers mois est de déterminer la faisabilité de l’enquête et du jugement. En effet, selon la loi italienne, les anciens ministres ne peuvent être jugés pour des mesures entreprises au cours de leur mandat et ayant répondu à une décision commune du gouvernement. C’est pourquoi l’avocat de Matteo Salvini a remis à la presse, en ce début de janvier, des documents prouvant que le gouvernement de Giuseppe Conte avait soutenu son action. En décembre dernier, le leader du Mouvement Cinq Étoiles et actuel ministre des Affaires étrangères Luigi Di Maio a déclaré que Matteo Salvini avait agi de sa propre initiative. Son parti devrait donc voter en faveur de l’ouverture de l’enquête et d’un jugement de l’ancien ministre. Quant à Giuseppe Conte, il a déclaré ne pas se souvenir avoir été impliqué dans la décision *Gregoretti*. Si la commission parlementaire autorise l’enquête et que Matteo Salvini est reconnu coupable, il encoure jusqu’à 15 ans de prison.

## Malte

- **Times of Malta**, 6 janvier 2020, [Malta’s requests for relocation of rescued migrants ignored](#) [EN]

Samedi 4 janvier, le représentant du HCR à Malte a dénoncé sur les réseaux sociaux la situation des centres de Marsa et de Safi, où 1 400 personnes, mineures et adultes, sont détenues illégalement pendant plusieurs mois. Malte a connu une hausse du nombre d’arrivées sur son territoire en 2019, ce à quoi elle a répondu par sa traditionnelle stratégie d’enfermement dans les « centres ouverts » et, à défaut, dans les enceintes fermées de Safi et de Marsa. Marsa est un *initial reception center* dans lequel les personnes arrivées de manière « irrégulière » sur le territoire sont enfermées pour des raisons supposément sanitaires. Le ministre maltais de l’Intérieur et de la Sécurité nationale Michael Farrugia a répondu au HCR en dénonçant le manque de solidarité européenne dans la répartition des demandeur·euse·s d’asile. Plusieurs groupes ont été répartis ces derniers mois entre différents États membres, notamment la France et l’Allemagne. Mais les migrant·e·s secouru·e·s en Méditerranée avaient pu débarquer à Malte sous condition de ces accords préalables de répartition.

- **Times of Malta**, 7 janvier 2020, [MV Lifeline rescue ship captain wins appeal over €10,000 fine](#) [EN]

Claus Peter Reisch, capitaine du navire humanitaire *MV Lifeline*, a vu sa condamnation à une amende de 10 000 € à Malte pour irrégularités d’enregistrement annulée en appel. Il a finalement été libéré mardi 7

janvier à la suite d'une décision du juge arguant que l'accusation n'avait pas prouvé une intention criminelle lorsque le *MV Lifeline* naviguait dans les eaux maltaises en 2018. Le capitaine avait à l'époque secouru 234 migrant·e·s en Méditerranée et les avait fait débarquer dans le port sûr le plus proche, en application du droit maritime international. Il a été arrêté et le navire a été mis sous séquestre. Les autorités maltaises avaient affirmé que le navire n'était pas correctement enregistré et que le capitaine était entré dans les eaux territoriales maltaises sans autorisation. En appel, la juge a fait remarquer que le premier tribunal n'avait pas pris note des observations de la défense (assurée par Niel Falzon, *Aditus*) concernant l'absence d'intention criminelle de la part de Claus Peter Reisch.

## Grèce

- **Le Courrier des Balkans**, 3 janvier 2020, [La Grèce établit sa liste de « pays sûrs »](#)

Le 1<sup>er</sup> novembre dernier, le Parlement grec adoptait la loi « Protection internationale et autres dispositions » durcissant la législation sur l'accueil des personnes demandeuses d'asile, le traitement de leur demande, le renvoi des débouté·e·s et les possibilités de recours. La loi prévoit également une liste de pays que la Grèce considère comme « sûrs », dont les ressortissant·e·s ne recevront pas de protection internationale. Cette liste a été rendue publique au début du mois de janvier 2020. Elle compte le Ghana, le Sénégal, le Togo, la Gambie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, l'Albanie, la Géorgie, l'Ukraine, l'Inde et l'Arménie.

- **L'Orient Le Jour**, 6 janvier 2020, [Grèce : un migrant iranien se suicide à Lesbos](#)

Une personne migrante d'origine iranienne s'est donné la mort dans un centre de détention à Moria, sur le *hotspot* grec de Lesbos. Les autorités grecques n'ont communiqué ni son identité ni les raisons de sa détention. Elle est la troisième personne demandeuse d'asile à s'être donné la mort en moins d'un mois. Deux autres requérants à la protection internationale se sont pendus à Mouries, dans le nord de la Grèce, fin décembre. Médecins sans Frontières ont également rapporté des comportements à tendance suicidaire de la part d'enfants enfermés dans les camps grecs, notamment à Lesbos où plus de 8 000 personnes sont entassées dans des conditions inhumaines dans un camp avec une capacité de 3 000 places.



## Revue de presse du 16 au 31 janvier 2020

<b>Afrique</b> .....	3
Égypte .....	3
Érythrée.....	3
Libye.....	3
Niger.....	4
Rwanda .....	4
<b>Europe</b> .....	4
Norvège.....	6
Danemark.....	6
Royaume-Uni.....	6
France .....	7
Italie .....	7
Malte.....	7
Grèce.....	8
<b>Europe</b> .....	11
Belgique .....	12
France.....	12
Espagne.....	13
Italie .....	13
Hongrie .....	14
Grèce.....	14
Serbie.....	15
Royaume-Uni .....	15
Malte.....	16
<b>Afrique</b> .....	17
Libye.....	17
Algérie .....	17
Sénégal.....	18
Niger .....	18
Rwanda .....	18
<b>Moyen Orient</b> .....	19
Turquie.....	19
Liban .....	20
<b>Océanie</b> .....	20

Kiribati.....	20
Monde.....	20

## Europe

- **La Vanguardia**, 27 janvier 2020, [El 'Ocean Viking' busca puerto para 407 migrantes y refugiados](#) [ES]

L'*Ocean Viking* a secouru 184 personnes en mer Méditerranée au cours de ses deux dernières opérations de sauvetage, au large de la Libye et dans la zone SAR (*Search and Rescue*) maltaise. Dimanche 26 janvier, le navire humanitaire de SOS Méditerranée et Médecins sans Frontières est intervenu suite à de longs échanges entre les garde-côtes libyens et les forces armées maltaises, qui se renvoyaient mutuellement la responsabilité du sauvetage de 72 personnes. Un total de 407 exilé-e-s se trouvent actuellement à bord de l'*Ocean Viking* dans l'attente d'un débarquement prochain dans le port de [Tarente](#), au sud de l'Italie.

- **Le Monde**, 28 janvier 2020, [« Lesbos, la honte de l'Europe » : l'UE face aux camps des îles grecques](#)

Le chercheur suisse et conseiller du Conseil des droits de l'Homme des Nations unies, Jean Ziegler, a rédigé et publié *Lesbos, la honte de l'Europe*, suite à sa visite dans le *hotspot* grec. Il affirme que des « [camps de concentration](#) » ont été recréés en Europe, provoquant une polémique similaire à celle qui est née quelques mois plus tôt aux États-Unis, lorsque l'élue démocrate Alexandria Ocasio-Cortez avait qualifié de *concentration camps* les camps de détention de migrant-e-s à la frontière sud des États-Unis. Jean Ziegler, rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation, avait par le passé effectué plusieurs missions dans les bidonvilles notamment au Brésil et au Bangladesh. Mais il affirme que la situation à Moria est la plus sordide à laquelle il ait été confronté. Son essai vise directement les « fonctionnaires de l'UE qui font la loi », ainsi que Filippo Grandi, Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés, qu'il accuse de ne pas oser s'opposer à Bruxelles.

- **The Correspondent**, 28 janvier 2020, [Europe's great migration illusion: money that creates more problems than it solves](#) [EN]

« S'attaquer aux causes profondes de la migration », tel est le leitmotiv qui s'est imposé ces dernières années dans le monde humanitaire, financé à coups de milliards d'euros par l'Union européenne et ses États membres, particulièrement en Afrique de l'Ouest. La rhétorique européenne a diffusé l'idée fallacieuse selon laquelle seule l'aide au développement pourra soigner les souffrances des populations locales et endiguer l'émigration à destination de l'Europe. Or, ce raisonnement ne correspond pas à la réalité car, d'une part, les raisons des déplacements de populations sont souvent bien plus complexes et multiples que la pauvreté ou le manque d'opportunités économiques. Ensuite, parce qu'un meilleur accès à l'éducation et à l'emploi n'endigera pas l'émigration, au contraire. Enfin, parce que l'aide au développement répond davantage aux exigences des États occidentaux (renforcement des contrôles aux frontières, financement des garde-côtes libyens, ...) qu'aux besoins réels des populations locales. Face à la fermeture des frontières, ces dernières sont privées des stratégies de survie qu'elles utilisaient depuis des siècles, telles que les activités commerciales basées sur des migrations régionales et saisonnières. Ainsi, l'aide européenne au développement met non seulement en péril la sécurité et la vie des personnes en migration, mais aussi les modèles économiques sur lesquels reposait le développement local dans la région ouest africaine jusqu'à présent.

## Belgique

- **The Telegraph**, 21 janvier 2020, [Migrants attempting to sail to Britain from Belgian beaches for the first time, in an attempt to avoid French police patrols](#) [EN]
- **Courrier international**, 23 janvier 2020, [En Belgique, un sauvetage de migrants déclenche un torrent de propos racistes](#)

Une embarcation de fortune a chaviré en tentant de rejoindre l'Angleterre au départ de la ville belge de La Panne. Parmi les 14 personnes à bord, six sont retournées en Belgique à la nage. Les huit autres ont pris la fuite et n'ont pas été retrouvées. Les migrant·e·s tentaient d'échapper aux patrouilles françaises présentes sur les plages du Calais et en mer 24h/24 et sept jours sur sept. L'Angleterre s'affole face à la découverte de cette nouvelle « route ». La députée de Douvres, Natalie Elphicke, a affirmé au *Telegraph* que les « autorités belges [devaient] rester vigilantes à ce que leur pays ne devienne pas la nouvelle base du crime organisé pour le passage illégal de personnes migrantes ». La Belgique a, de son côté, affirmé que ses ports étaient strictement contrôlés pour empêcher tout passage « illégal » et a annoncé la mise en place d'un personnel équipé pour s'assurer que ces traversées n'aient plus lieu. Quelques jours plus tard, la chaîne de télévision flamande *Focus & WTV* a été inondée de propos racistes et haineux envers les rescapé·e·s sur les réseaux sociaux. La justice belge a ouvert une enquête.

- **Infomigrants**, 24 janvier 2020, [Belgique : 23 migrants découverts dans un camion frigorifique à Zeebruges](#)

Le matin du jeudi 23 janvier, 23 personnes originaires d'Érythrée et du Soudan ont été retrouvées saines et sauvées dans un camion frigorifique à proximité du port de Zeebruges, en Belgique. Elles pensaient avoir embarqué pour un trajet vers le Royaume-Uni. Elles ont toutes été interpellées par la police.

## France

- **Ouest France**, 20 janvier 2020, [Migrants. La France propose d'aider la Grèce à renvoyer les déboutés de l'asile](#) \*
- **Ekathimrini**, 20 janvier 2020, [France agrees to relocate 400 refugees from Greece](#) [EN]

Laurent Nuñez, secrétaire d'État au ministère de l'Intérieur, a annoncé l'engagement de la France à accueillir 400 personnes demandeuses d'asile depuis la Grèce. Cette « solidarité française » ne fait que reprendre la logique du système de relocalisation des demandeur·euse·s d'asile depuis la Grèce et l'Italie proposée par la Commission européenne en 2015, largement rejetée par les États membres. En déplacement à Athènes, Laurent Nuñez a également annoncé une rationalisation des expulsions des débouté·e·s de France et de Grèce à l'aide de vols charters Frontex. Enfin, 24 « expert·e·s » français·es (a priori fonctionnaires de l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides - OFPRA) vont être envoyé·e·s en Grèce pour le traitement des demandes d'asile et la sélection des personnes qui bénéficieront d'une relocalisation en France.

- **Infomigrants**, 23 janvier 2020, [Italy sends 68 asylum seekers to France](#) [EN]

La France a accepté la relocalisation de 68 demandeur·euse·s d'asile depuis l'Italie. Depuis septembre 2019, 464 personnes ont été relocalisées depuis l'Italie dans d'autres États membres de l'Union européenne. Ces 68 nouveaux arrivant·e·s avaient été secouru·e·s par l'*Ocean Viking*, l'*Alan Kurdi*,

l'*Aita Mari* et la *Cigala Fulgosi*. Certaines personnes avaient été secourues en juin dernier. Pourtant, afin d'accélérer les procédures de relocalisation, le pré-accord de Malte<sup>1</sup> (négocié par la France, l'Allemagne, l'Italie et Malte fin septembre 2019) avait fixé un délai de quatre semaines maximum entre le débarquement des demandeur·euse·s d'asile et leur relocalisation effective dans les autres pays européens.

## Espagne

- **Franceinfo**, 16 janvier 2020, [L'Espagne aura besoin de « millions et des millions de migrants » dans les prochaines années, estime un ministre espagnol](#)

D'après le ministre espagnol de la Sécurité sociale, de l'inclusion et des migrants José Luis Escriva, l'Espagne est menacée par une difficulté démographique et économique que seule l'arrivée de « huit ou neuf millions de personnes » étrangères dans les prochaines années pourrait résoudre. Au cours du Forum de l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) sur les migrations qui s'est tenu à Paris le 16 janvier, il a ajouté que l'Espagne et ses voisins européens devaient se préparer à « intégrer » les exilé·e·s. Pour ce faire, il appelle à « préparer les sociétés, [...] leur expliquer pourquoi cela est bon pour [elles] ». En réalité, il semble que le travail à abattre soit davantage du côté des décideur·euse·s politiques européen·ne·s et nationaux·ales, afin de sortir de la spirale sécuritaire dans laquelle s'enfonce l'Union européenne depuis plusieurs décennies. L'Espagne est tristement connue pour son non-accueil, corrélé à l'externalisation des contrôles migratoires chez son voisin marocain. Ce schéma n'est non seulement pas près de changer, mais il se renforce : en août 2019, l'Espagne a alloué [32 millions d'euros](#) au Maroc pour renforcer les contrôles frontaliers.

## Italie

- **Mediapart**, 17 janvier 2020, [Italie/migrants : la justice confirme la libération de Carola Rackete](#)

Vendredi 17 janvier, la Cour de cassation italienne a confirmé la relaxe de Carola Rackete, capitaine du navire humanitaire *Sea Watch 3*, arrêtée fin juin 2019 et accusée d'avoir forcé l'entrée du port – soi-disant fermé – de Lampedusa, et d'avoir ce faisant mis en péril l'ordre public et la vie de garde-côtes italiens qui tentaient d'empêcher l'accostage. Durant trois jours, la capitaine avait erré en mer avant de pouvoir enfin débarquer les 40 personnes à bord, en vue de les mettre à l'abri. Elle était également accusée d'« aide à l'immigration clandestine ». Le parquet avait formulé un recours suite à la libération de Carola Rackete en juillet 2019, contre la décision du juge ayant affirmé qu'elle avait simplement agi selon le droit international de la mer en débarquant des personnes en détresse dans un port sûr.

- **RFI**, 18 janvier 2020, [Italie : les lois anti-migrants de Salvini n'ont pas été modifiées](#)

Les mesures « anti-migrant·e·s » prises par Matteo Salvini, ministre de l'Intérieur italien de juin 2018 à septembre 2019, sont toujours en vigueur et n'ont pas fini de produire des effets néfastes sur les exilé·e·s en Italie. L'une des réformes de Matteo Salvini a été d'abolir la protection humanitaire dont pouvaient bénéficier les personnes étrangères reconnues comme vulnérables (familles, femmes seules avec enfants, victimes de traumatismes, ...) pour deux ans renouvelables. L'annulation de cette protection a plongé nombre de personnes dans l'illégalité et la précarité. Devenant de fait des personnes dépourvues de documents de séjour, certaine·s exilé·e·s sont désormais expulsés des centres d'hébergement et se retrouvent à la rue. D'autres sont licencié·e·s à expiration de leur titre de

---

<sup>1</sup> **France 24**, 24 septembre 2019, [Un pré-accord trouvé à Malte sur la répartition des migrants en Europe](#)

séjour humanitaire et sont contraint·e·s à travailler sans autorisation, et donc dans des conditions particulièrement dangereuses. En plus du laisser-mourir en Méditerranée et de la criminalisation des aidant·e·s, Matteo Salvini a ainsi renforcé l'arsenal législatif d'invisibilisation et de précarisation des migrant·e·s en Italie.

- **La Repubblica**, 22 janvier 2020, [Migrante picchiato e morto nel Cpr di Gradisca: “Rischio di un nuovo caso Cuchhi”](#) [IT]
- **Infomigrants**, 24 janvier 2020, [Georgian’s death in Italian migrant center sparks outcry](#) [EN]

Le 18 janvier, un homme d'origine géorgienne a perdu la vie dans le centre de permanence pour le rapatriement (CPR, équivalent du centre de rétention administrative français) de Gradisca, au nord de l'Italie. Riccardo Magi, député des Radicaux italiens (sociaux-libéraux) est allé recueillir le récit des témoins dans le centre. Selon eux, l'homme y était détenu depuis le mois de décembre 2019. Quelques heures avant sa mort, il avait eu une altercation avec un autre détenu. Pour les séparer, les policiers l'ont violemment battu, puis « traîné par les pieds comme un chien » rapportent les témoins. Cette version a été corroborée par les images des caméras de surveillance du centre qui serviront de preuves. La sœur de la victime affirme qu'il n'avait pas de problèmes de santé particuliers. Selon le procureur, il faudra attendre les résultats de l'autopsie, début février 2020, afin de déterminer les causes du décès.

## Hongrie

- **Courrier des Balkans**, 28 janvier 2020, [60 réfugiés tentent de franchir la frontière hongroise, la police tire](#) \*

D'après les forces de l'ordre hongroises, une soixantaine de personnes a tenté de franchir le passage de Horgoš-Reske 2, à la frontière entre la Serbie et la Hongrie le mardi 28 janvier dans la matinée. Les garde-frontières hongrois ont effectué des tirs de sommation afin de les en décourager. Quatre personnes migrantes ont été arrêtées, et le passage de Horgoš-Reske 2 a été temporairement fermé.

## Grèce

- **Infomigrants**, 16 janvier 2020, [La Grèce rétablit le ministère des Migrations, six mois après sa suppression](#)

Le gouvernement grec de Kyriakos Mitsotakis a décidé de rétablir le ministère des Migrations et de l'Asile, supprimé en juillet 2019 et remplacé à l'époque par le ministère de la Protection du citoyen. Mercredi 15 janvier, le gouvernement a réhabilité un portefeuille indépendant, confié à Notis Mitarakis, ancien secrétaire d'État auprès du ministère de l'Emploi. Il sera en charge de la mise en œuvre du plan gouvernemental adopté le 1<sup>er</sup> novembre 2019, qui durcit les conditions d'accueil, de traitement des demandes d'asile et facilite les conditions de renvoi des débouté·e·s.

- **Mediapart**, 17 janvier 2020, [Grèce : un nouveau migrant mort à Lesbos](#)

Un jeune homme d'origine yéménite a été poignardé dans le camp de Moria, sur l'île de Lesbos jeudi 16 janvier. Il a été transféré à l'hôpital mais a succombé à ses blessures. L'identité de l'agresseur et la cause de l'altercation n'ont pas été communiquées par la police grecque. Ce drame intervient dans une période d'extrême tension dans les *hotspots*. Les habitant·e·s de Lesbos réclament que la capacité

du nouveau centre soit limitée à 1 000 personnes, alors qu'environ 19 000 se trouvent actuellement confinées à Moria.

- **Infomigrants**, 21 janvier 2020, [Lesbos : dans le camp de Moria, « chaque jour quelqu'un est blessé »](#) \*

En à peine un mois, le bilan des victimes dans le camp de Lesbos est très inquiétant : deux personnes ont été tuées, une femme y a été poignardée - et se trouve toujours dans un état critique à l'hôpital - et au moins six personnes ont également été blessées selon le coordinateur de Médecins sans Frontières en Grèce. Selon le témoignage d'un demandeur d'asile sur place, « il ne se passe pas un jour sans que des bagarres n'éclatent » dans le *hotspot*. Des manifestations de migrant·e·s se multiplient, réclamant plus de sécurité et un traitement plus humain dans le camp, qui a atteint six fois sa capacité « d'accueil ». Si ce ne sont pas les rixes qui coûtent la vie aux migrant·e·s, ce sont les conditions humanitaires désastreuses qui s'en chargent bien trop souvent : morts par hypothermie, manque de nourriture et quasiment aucun accès à l'hygiène ni aux soins de base, ces conditions de vie inhumaines et dégradantes poussant certaines personnes – y compris des enfants – au suicide.

- **La Croix**, 22 janvier 2020, [Grèce : les îles égéennes se mobilisent contre les camps de migrants](#)

Mercredi 22 janvier, les îles grecques de Lesbos, Samos et Chios étaient en proie à des grèves générales qui ont duré 24 heures. Les habitant·e·s ont organisé des manifestations massives, réclamant le départ immédiat des demandeur·euse·s d'asile et leur répartition dans les autres États européens. Les Grec·que·s dénoncent un climat d'insécurité sur les îles, et certain·e·s en tiennent les exilé·e·s - les premières victimes des *hotspots* - pour responsables.

- **Reuters**, 30 janvier 2020, [Greece wants floating fence to keep migrants out](#) [EN] \* Mercredi 29 janvier, le ministère grec de la Défense a publié un appel d'offres pour réaliser un « système de protection flottant » en mer Égée. Il s'agirait de construire des barrières ou des filets devant repousser les exilé·e·s vers la Turquie, afin de les empêcher d'atteindre les îles grecques. Le barrage en question devrait mesurer 2,7 kilomètres de long, 1,10 mètres de haut (50cm au-dessus du niveau de la mer). Le budget alloué à ce projet est de 500 000 euros.

## Serbie

- **Infomigrants**, 21 janvier 2020, [Serbia to take around 100 unaccompanied children from Greece](#) [EN]

La Serbie s'apprête à accueillir 100 mineur·e·s isolé·e·s étranger·e·s relocalisé·e·s depuis la Grèce, après avoir négocié un accord avec le gouvernement hellénique en décembre 2019. Ces enfants seront choisi·e·s par le Centre National Grec de la Solidarité Sociale (EKKA) et leur transfert sera organisé avec le concours des Nations unies. Le gouvernement grec a loué l'engagement serbe vis-à-vis du système de relocalisation, soulignant la non-appartenance de la Serbie à l'Union européenne.

## Royaume-Uni

- **BBC News**, 20 janvier 2020, [Are migrants who cross the Channel sent back?](#) [EN]

En août dernier, 94 personnes avaient traversé la Manche à bord d'une embarcation de fortune vers le Royaume-Uni. Parmi elles, 30 avaient été secourues par les garde-côtes britanniques et ramenées en France, les autres avaient réussi à atteindre les côtes anglaises. Le Premier ministre Boris Johnson

avait alors assuré qu'elles seraient renvoyées en France, ce qui n'a pas été le cas. En 2019, 1 890 personnes ont traversé la mer et 125 ont été renvoyées par le Royaume-Uni vers des pays voisins. Il s'agit avant tout d'une stratégie de communication de la part de la classe politique britannique, clamant haut et fort l'hostilité du Royaume-Uni envers tout-e migrant-e tentant d'arriver de manière « illégale ». Mais si le pays ne renvoie pas, il ne régularise pas non plus. Les exilé-e-s qui se trouvent dans une grande précarité au moment de tenter la traversée en sont les premières victimes. Après s'être caché-e-s dans des camions ou des porte-conteneurs, celles et ceux qui arrivent en Grande-Bretagne sont condamné-e-s à une précarité administrative (devenant des personnes dépourvues de documents de séjour) et financière (devant travailler de façon illégale, car sans autorisation).

## Royaume-Uni

- **The Guardian**, 20 janvier 2020, [Brexit: UK immigration will 'put people before passports', Johnson tells African leaders](#) [EN]

Lundi 27 janvier, au cours d'un sommet sur l'investissement auquel étaient invités une douzaine de dirigeants africains, le Premier ministre britannique Boris Johnson a affirmé que le Royaume-Uni post-Brexit offrirait une nouvelle politique migratoire « plus juste et plus équitable », en faisant passer « les gens avant les passeports ». Le Royaume-Uni s'engage à « traiter les gens de la même manière, d'où qu'ils viennent ». Rappelons que les *Tories* (parti conservateur) ont présenté un projet de réforme qui s'appuie sur le modèle migratoire australien<sup>2</sup>. Ce plan britannique se traduit par un durcissement des contrôles aux frontières du Royaume-Uni, déjà extrêmement verrouillées. Le système renforcera la logique de l'immigration choisie, favorisant l'entrée et l'emploi des étranger-ère-s les plus qualifié-e-s sur le territoire britannique.

## Malte

- **Times of Malta**, 23 janvier 2020, [Migrants involved in Safi riot jailed nine months](#) [EN]

Suite aux émeutes qui ont éclaté dans le centre de Safi, lundi 6 janvier 2020, un magistrat maltais a condamné 22 personnes migrantes à neuf mois de prison et à 800 euros d'amende chacune. Elles ont été reconnues coupables d'insulte et de menace envers des agents publics, d'avoir résisté violemment à leur arrestation, légèrement blessé des agents, désobéi à leurs ordres, participé à une émeute, conspiré pour commettre un crime et causé des dommages aux biens du gouvernement. Les condamnés ont entre 15 et 44 ans et sont originaires du Soudan, de Libye, d'Égypte, d'Érythrée, d'Éthiopie, de Guinée, du Cameroun et d'Algérie. Le centre de Safi, utilisé comme *Initial Reception Centre* lorsque le centre de Marsa est surpeuplé, est un centre de « premier accueil » dans lequel les personnes migrantes tout juste débarquées à Malte ne peuvent être enfermées plus de deux semaines. Dans les faits, les délais d'enfermement dépassent largement 70 jours, laissant les personnes croupir dans des conditions inhumaines, sans aucun accès à l'information ni à un quelconque soutien juridique.

- **Times of Malta**, 30 janvier 2020, [Malta agrees to take in 50 stranded migrants after deal reached](#) [EN]

Mercredi 29 janvier au soir, Malte a consenti à laisser 77 personnes débarquer sur son territoire après avoir négocié des accords de répartition pour 27 d'entre elles avec ses voisins européens. Les exilé-e-s ont été secouru.e-s en mer par le navire humanitaire *Alan Kurdi*, qui a ensuite transféré les rescapé-e-s

---

<sup>2</sup> **Euronews**, 2 février 2017, [La politique migratoire très dure de l'Australie](#)



aux forces armées maltaises présentes en Méditerranée. Cinquante personnes resteront donc à Malte, avec de très faibles chances d'y obtenir l'asile.

## Afrique

### Libye

- **La Vanguardia**, 17 janvier 2020, [ACNUR alerta de que se están utilizando refugiados como combatientes en Libia](#) [ES]

Le Haut-Commissariat pour les Réfugiés de l'ONU (HCR) a dénoncé, en Libye, l'utilisation des migrant·e·s en centres de détention dans la guerre civile qui frappe le pays. Les milices proposent aux migrants de les extraire des centres de détention s'ils acceptent de servir de boucliers humains et d'être en première ligne dans les combats armés. La plupart des hommes « recrutés » sont d'origine soudanaise (car arabophones).

- **RFI**, 21 janvier 2020, [Libye : l'UE veut relancer l'opération navale Sophia pour contrôler l'embargo](#)

L'opération EUNAVFORMED (Sophia), opération navale européenne initiée en 2015 dans la partie Sud de la Méditerranée centrale, entre l'Italie et la Libye, afin de « *démanteler le modèle économique des réseaux de trafic de clandestins et de traite des êtres humains* » et privée de navires depuis 2019, va reprendre du service. Lundi 20 janvier, les ministres des Affaires étrangères des États membres de l'UE ont formellement décidé de remettre à flot les navires militaires en Méditerranée, afin de lutter contre le trafic d'armes en Libye. Il a été ajouté que les navires prendront soin de ne pas croiser la route des migrant·e·s qui tentent de traverser la mer en direction de l'Europe.

- **The Guardian**, 21 janvier 2020, [Teenage boy the latest to die in Libyan refugee detention centre](#) [EN] \*

Dimanche 12 janvier, un enfant de 16 ans d'origine érythréenne a perdu la vie dans le centre de détention de Sabaa, géré par le gouvernement d'union nationale de Tripoli. Adal s'est éteint suite à une longue maladie qui n'a pas été traitée. Il y était détenu depuis plus d'un an. Il avait quitté l'Érythrée à 13 ans, fuyant le service militaire obligatoire et illimité imposé par la dictature d'Isaias Afwerki. Sa famille avait tenté en vain de récolter la somme nécessaire réclamée par les milices du camp afin de l'en faire sortir. L'OIM et le HCR ont ponctuellement la possibilité d'accéder à certaines parties de ce camp. Le personnel du HCR avait pu y entrer en décembre dernier, mais n'avait pas évacué Adal.

### Algérie

- **Le Nouvel Afrik**, 20 janvier 2020, [Algérie : nouvelle vague d'expulsions de migrants subsahariens](#)
- **Deutsche Welle**, 21 janvier 2020, [Augmentation du nombre de migrants expulsés vers le Niger](#)

Lundi 13 janvier, des dizaines de bus transportant des personnes migrantes ont pénétré dans Alger afin de réaliser une expulsion groupée vers le Niger. Depuis 2014, un accord est en vigueur entre l'Algérie et le Niger afin de faciliter les renvois de toutes les personnes impliquées dans les réseaux de mendicité, réseaux considérés comme criminels par l'Algérie. Les expulsions sont réalisées sans contrôle de nationalité, et souvent dans une grande violence. Selon des témoignages relayés par [Le Monde Afrique](#), il s'agirait d'une véritable « chasse à l'homme noir », pour laquelle sont mis·e·s à

contribution les citoyen-ne-s algérien-ne-s qui peuvent gagner jusqu'à 2 000 dinars en signalant une personne migrante aux forces de l'ordre. Les renvois sont accompagnés de violences physiques, du dépouillement des effets personnels (argent, téléphones portables, confiscation des documents d'identité) avant que les migrant-e-s ne soient abandonné-e-s en plein désert, du côté nigérien. Ils déambulent alors des heures durant avant d'être assistés par des organismes humanitaires à Amassaka, ville frontalière nigérienne. Selon l'Organisation Internationale pour les Migrations, 540 000 personnes ont été expulsées d'Algérie vers le Niger entre janvier et octobre 2019.

## Sénégal

- **Courrier International**, 23 janvier 2020, [Au Sénégal, ces villages où les hommes ont disparu](#)

Cet article publié dans le *New York Times* rapporte l'enquête menée dans le village de Koutia, à l'est du Sénégal. Comme d'autres villages, Koutia se vide de ses hommes, qui tentent le passage vers l'Europe avec de très faibles chances d'atteindre le Vieux Continent en vie, d'y travailler ou d'y toucher un salaire décent pour transférer des fonds au pays. En un peu plus d'une génération, 200 hommes ont quitté Koutia pour tenter la traversée vers l'Europe. Très peu sont revenus, et très peu parviennent à faire vivre leur famille. Et même s'ils le voulaient, les pères ne pourraient plus rentrer ; ils n'en ont pas les moyens et une aide au retour par des organismes onusiens reviendrait à un échec quasiment impossible à accepter, après une telle perte d'argent et de tels traumatismes. C'est donc très souvent aux femmes de se débrouiller seules pour faire vivre les familles nombreuses, car seul-e le-a chef-fe de famille se doit de travailler pour nourrir plusieurs bouches. L'entrave à la liberté de mouvement et l'absence de régularisation des personnes en Europe coûtent la vie aux pères de famille, déciment les forces vives des villages d'Afrique et empêchent tout bénéfice de la migration.

## Niger

- **Infomigrants**, 20 janvier 2020, [Un millier de réfugiés forcés de fuir des violences dans l'Ouest du Niger](#)
- **VOA**, 20 janvier 2020, [Attaque de Chinégodar : 7 000 personnes ont fui la zone \(HCR\)](#)

Jeudi 9 janvier, une attaque terroriste revendiquée par Daesh a coûté la vie à 89 soldats nigériens et forcé le déplacement d'un millier de réfugié-e-s dans la région de Chinégodar, à l'ouest du Niger. Les civils ont fui vers le Mali voisin ou dans les villes nigériennes de Bani Bangou et Oualam. L'ONU répète depuis 2018 que l'acheminement d'un personnel humanitaire est impossible dans cette région marquée par une insécurité croissante. Selon le HCR, les populations civiles (parmi elles des personnes originaires de pays voisins) sont particulièrement vulnérables, « cibles » privilégiées « d'attaques, d'enlèvements ou d'assassinats ».

## Rwanda

- **RFI**, 20 janvier 2020, [Rwanda : France, Canada, Suède, Norvège prêts à accueillir des réfugiés de Libye](#)

Les premiers efforts de réinstallation des réfugié-e-s évacué-e-s de Libye au Rwanda par le HCR se précisent. Selon Elise Villechalane, chargée des relations extérieures du HCR au Rwanda, voici les engagements respectifs de « pays sûrs » pour la réinstallation de réfugié-e-s depuis le centre de transit de Gashora : la Suède propose 150 places, la France en propose 100, le Canada se dit prêt à accueillir 200 personnes. Quant à la Norvège, elle ouvre 450 places de réinstallation.

- **Libération**, 30 janvier 2020, [Rwanda : la nouvelle vie des réfugiés sortis de l'enfer libyen](#)

A peu près 300 personnes ont été évacuées des centres de détention libyens vers le Rwanda via le mécanisme de transit d'urgence du HCR depuis la signature d'un accord, début septembre 2019, entre l'agence de l'ONU, l'Union africaine et l'État rwandais. L'Union européenne, qui a financé ces opérations à hauteur de 10 millions d'euros, n'en est pas signataire. S'il a le mérite de sortir les exilé·e·s de l'enfer libyen, ce programme suscite de nombreuses interrogations quant à la sécurité et au futur des exilé·e·s qui en bénéficient. Le Rwanda de Paul Kagame, qui n'a peut-être pas proposé l'accueil de ces migrant·e·s par pur altruisme, est-il un pays d'accueil sûr pour des demandeur·euse·s d'asile ? La question se pose d'autant plus à la lumière des incidents tragiques de 2018 au Rwanda durant lesquels une quinzaine de réfugiés ont trouvé la mort<sup>3</sup>. De plus, les réticences des pays occidentaux à réinstaller des réfugié·e·s sur leur territoire nous interrogent sur ce qu'il adviendra de celles et de ceux qui resteront au Rwanda, faute de pouvoir retourner dans leur pays d'origine ou d'être réinstallés dans un pays sûr.

### Mauritanie

- **Siglo XXI**, 24 janvier 2020, [Una ONG católica denuncia las repatriaciones de migrantes malienses a Mauritania](#) [ES]

*Jesuit Refugee Service* (JRS) a dénoncé l'expulsion de migrant·e·s originaires de plusieurs pays d'Afrique subsaharienne depuis les îles Canaries vers la Mauritanie à bord d'un vol charter Frontex le 20 janvier. Les expulsé·e·s sont originaires du Mali, du Sénégal et de la Côte d'Ivoire. Le 19 septembre dernier, 17 personnes non mauritaniennes avaient également été expulsées des îles Canaries vers Nouadhibou, à bord d'un vol conjoint réalisé par l'agence européenne Frontex.

## Moyen Orient

### Turquie

- **Deutsche Welle**, 23 janvier 2020, [Turkey lashes out at EU over refugee deal ahead of Merkel visit](#) [EN]

A deux jours de la visite de la chancelière allemande Angela Merkel à Ankara, le ministre des Affaires étrangères turc Mevlut Cavusoglu a accusé l'Union européenne de ne pas avoir honoré ses engagements prévus par l'arrangement UE/Turquie de mars 2016. En mai 2016, l'Union européenne avait demandé à la Turquie de récupérer sur son territoire toutes les personnes en migration arrivées sur les îles grecques à partir du 20 mars, y compris les demandeur·euse·s d'asile pour qui la Turquie a été considérée comme un pays tiers sûr, en échange de six millions d'euros versés en deux fois. Le ministre turc affirme que les trois premiers millions d'euros qui devaient être alloués en 2016 n'ont toujours pas été versés par la Commission européenne. De plus, les arrangements comprenaient l'examen de la candidature d'adhésion turque à l'Union européenne, ainsi que la possibilité pour les ressortissant·e·s turc·que·s d'être exempté·e·s de visa pour voyager sur le territoire européen. Malgré les accusations adressées à l'Union européenne, le gouvernement turc a fait connaître sa volonté de prolonger cet arrangement.

---

<sup>3</sup> RFI Afrique, 3 mai 2018, [Rwanda : violences dans le camp de réfugiés congolais de Kiziba](#)

## Liban

- **Open Democracy**, 22 janvier 2020, [“Where are my rights?” African refugees vs. UNHCR in Lebanon](#) [EN]

Mardi 14 janvier, des manifestations de réfugié·e·s et demandeur·euse·s d’asile se sont déroulées devant les locaux du HCR dans le quartier de Jnah, à Beyrouth. Les manifestant·e·s, pour la plupart originaires d’Éthiopie et du Soudan, réclament une réouverture de leur dossier, une accélération du processus de réinstallation dans un pays sûr et une protection adaptée à leurs besoins par le HCR. Ils dénoncent également des pratiques discriminatoires de la part du personnel de l’agence, en particulier envers les personnes originaires d’Afrique. Cela fait un an que ces manifestations se multiplient dans la capitale libanaise. En décembre dernier, des exilé·e·s avaient pacifiquement bloqué l’entrée des bureaux du HCR, qui avait appelé les forces de l’ordre en renfort. Les manifestant·e·s avaient été violemment évacué·e·s et plusieurs avaient été arrêté·e·s. Réfugiées au Liban depuis parfois plusieurs décennies, ces personnes tentent d’y survivre dans des conditions particulièrement difficiles, toujours dans l’attente d’une possible réinstallation. Les tensions au Liban ne sont pas sans rappeler la situation explosive au Niger, due aux mauvais traitements, aux délais interminables et aux pratiques discriminatoires du HCR à l’encontre notamment des exilé·e·s soudanais·e·s.

## Océanie

### Kiribati

- **Ouest France**, 25 janvier 2020, [Le droit à la vie des réfugiés climatiques reconnu](#)

Le Comité des droits de l’Homme des Nations unies a rendu un avis sur le rejet de la demande d’asile d’un habitant originaire de Kiribati par la Nouvelle-Zélande en 2015. L’archipel des Kiribati est particulièrement menacé par la montée des eaux, mais la Nouvelle-Zélande a considéré que la vie du requérant n’était pas en danger. Le Comité des droits de l’Homme de l’ONU ne conteste pas la décision néozélandaise, mais affirme que « la dégradation de l’environnement peut porter préjudice au bien-être d’un individu et mener à une dégradation de son droit à la vie ». Le HCR a qualifié d’historique cette prise de position, affirmant que les personnes qui fuient les effets des changements climatiques ne peuvent être renvoyées dans leur pays car leur vie y est menacée. Il est néanmoins à rappeler que ce principe de *non-refoulement*, inscrit dans la Convention de Genève relative au statut des réfugiés de 1951, subit des violations permanentes notamment de la part des États européens, qui expulsent des citoyen·ne·s afghan·e·s, soudanais·e·s ou encore syrien·ne·s vers leur pays d’origine de façon directe ou indirecte.

## Monde

- **The New Humanitarian**, 21 janvier 2020, [Top UN official refutes Venezuela corruption allegations](#) [EN]

António Vitorino, directeur général de l’OIM, est impliqué dans une affaire de corruption et de blanchiment de plusieurs millions d’euros en Espagne. Selon les enquêteurs, une société de conseil gérée par le couple Vitorino a été impliquée dans la gestion d’une partie des 35 millions d’euros détournés de la compagnie pétrolière et gazière vénézuélienne PDVSA, il y a dix ans. La société du directeur général de l’OIM aurait reçu des paiements d’une famille ayant organisé une évasion fiscale depuis le PDVSA vers des sociétés écrans et des banques au Panama, en Suisse et en Espagne. Avant d’être nommé à la tête de l’OIM en juin 2018, António Vitorino était adjoint de l’ancien Premier

ministre du Portugal et actuel Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, entre 1995 et 1997. En 1997, il a démissionné du cabinet après avoir été accusé d'évasion fiscale.